



Stratégie **Eau et assainissement 2014-2018**

Bilan du Cadre d'Intervention Sectoriel 2014-2018
et perspectives

AFD – pS-Eau – Coalition Eau
06 juin 2019

#MondeEnCommun
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Déroulé

- **0. L'AFD en bref**
- **1. Le Cadre d'Intervention Sectoriel "Eau et Assainissement" du groupe AFD 2014-2018**
- **2. Présentation des résultats 2018 et sur la période 2014-2018**
 - Zoom sur la FICOL (facilité de fin. des collectivités fr)
 - Zoom sur les initiatives OSC

***** Temps d'échange avec la salle**

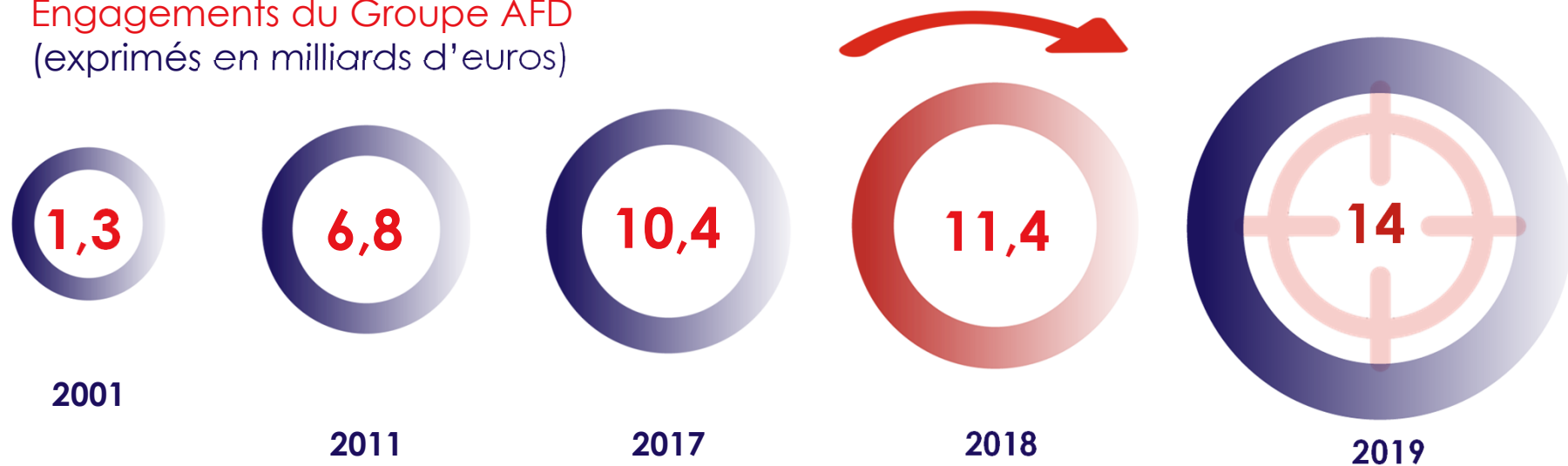
- **3. Perspectives pour le nouveau Cadre d'Intervention Sectoriel "Eau et Assainissement"**

***** Temps d'échange avec la salle**

00. L'AFD en bref

- Institution financière, l'Agence Française de Développement est au cœur du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays en développement et de l'outre mer
- La croissance de l'activité s'inscrit dans le cadre d'engagements politiques pris en 2015: **ODD / Accord de Paris sur le Climat / Conférence sur le financement du développement d'Addis-Abeba.**
- Objectif CICID: 0,55% du RNB en 2022

Engagements du Groupe AFD
(exprimés en milliards d'euros)



00.

L'AFD en bref



17 directions
régionales
85 Agences

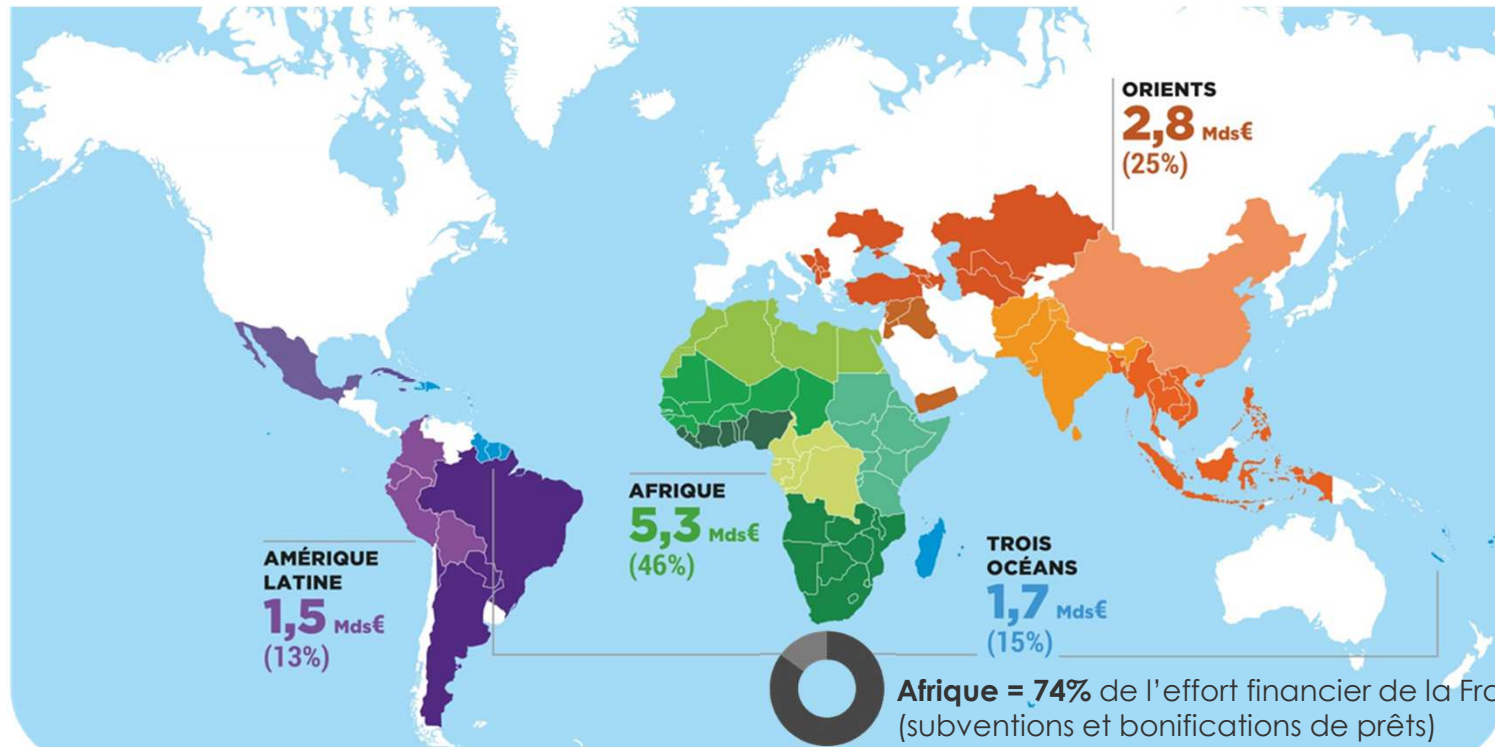


115 pays d'intervention



2 650 collaborateurs

Engagements du groupe AFD en 2018 : 11,4 Mds €



- Outils financiers: **Prêts (83%)** dont aux Etats (45%), aux entreprises et collectivités (38%), **Subventions (12%)** (dons aux ONG, C2D, délégation de fonds d'autres bailleurs), **Garanties et Participations (5%)**

01. Le CIS Eau et Assainissement 2014-2018 : rappel

• 4 axes d'intervention

- Appui à la définition de cadres sectoriels clairs, efficaces et inclusifs
- Fournir un accès à des services d'eau et d'assainissement performants et durables pour tous
- Préserver la ressource en eau dans un contexte de stress hydrique croissant
- Gérer le risque d'inondation en ville dans un contexte de variabilité climatique accrue

• 3 outils

Renforcement des capacités

- Assistance technique avec modalités renouvelées
- Formation professionnelle
- Dialogue sectoriel / études institutionnelles / ateliers d'échange
- Partenariats entre opérateurs
- Sensibilisation à l'hygiène

Financement infrastructures

- PS / PN /subventions
- Délégations UE
- Financements innovants (LC, garanties...)
- 50% de cofinancements

Production de connaissance

- Contribution aux débats internationaux (adaptation, eau virtuelle)
- Valoriser savoir faire français
- Social business assainissement
- Évaluation impact santé genre des projets

01. Le CIS eau et assainissement : historique de la démarche de redevabilité

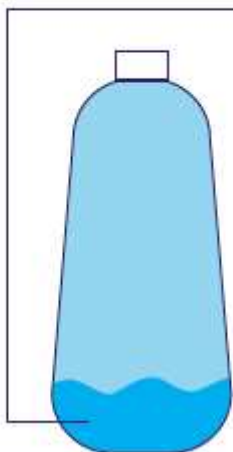
- **Un engagement inclus dès le CIS 2010-2012**
- **La mise en place progressive d'une redevabilité « groupe AFD », y compris Proparco, guichet ONG et FICOL:**
 - 1er bilan en 2010, resté interne
 - Bilan du CIS 2010-2012 réalisé en 2013 et publié
 - 2013 : 1er bilan annuel publié
 - 2014 à 2018: bilans annuels publiés
 - En 2016 : bilan du CIS à mi-parcours publié
 - En 2018 : nouveau format du bilan annuel

02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

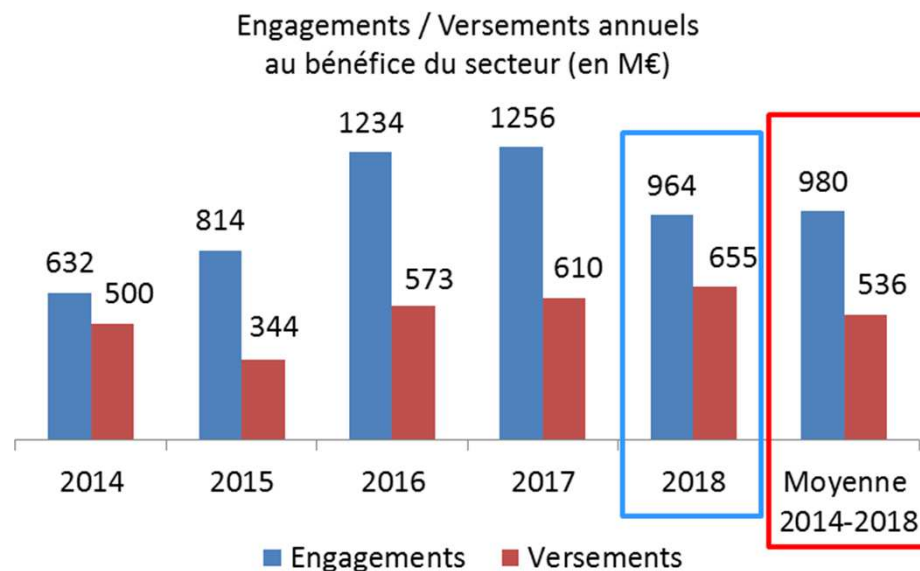
A. Autorisations d'engagement :

Cible 2014/2018
750 M€ / an

Soit 8%
des montants totaux
engagés par le Groupe AFD



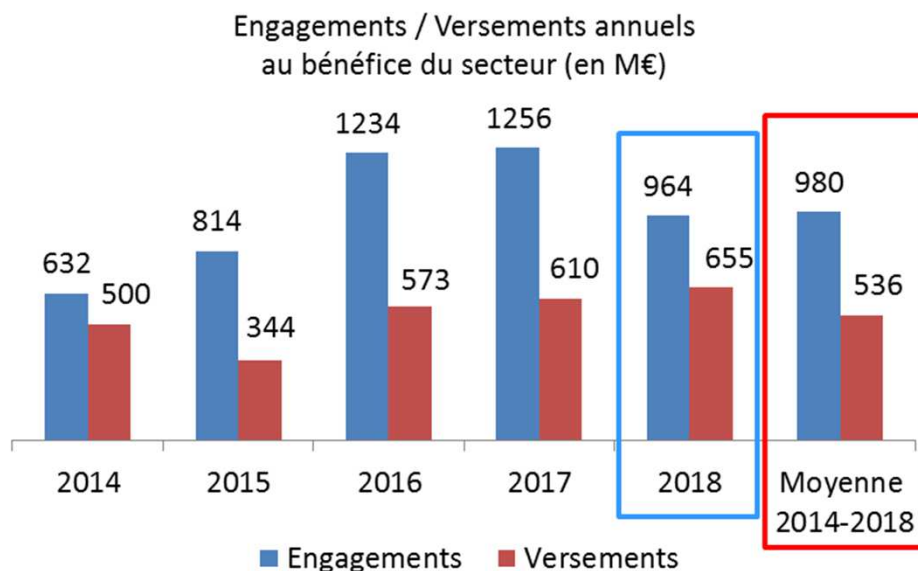
- **964 M€ en 2018 au bénéfice du secteur**
- **Sur la période 2014-2018, 980 M€ par an en moyenne autorisés en faveur du secteur (10% des engagements groupe AFD)**



02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

A. Autorisations d'engagement / Versements

- **655 M€ en 2018 au bénéfice du secteur**
- **Sur la période 2014-2018 , 536 M€ de versements annuels moyens en faveur du secteur**

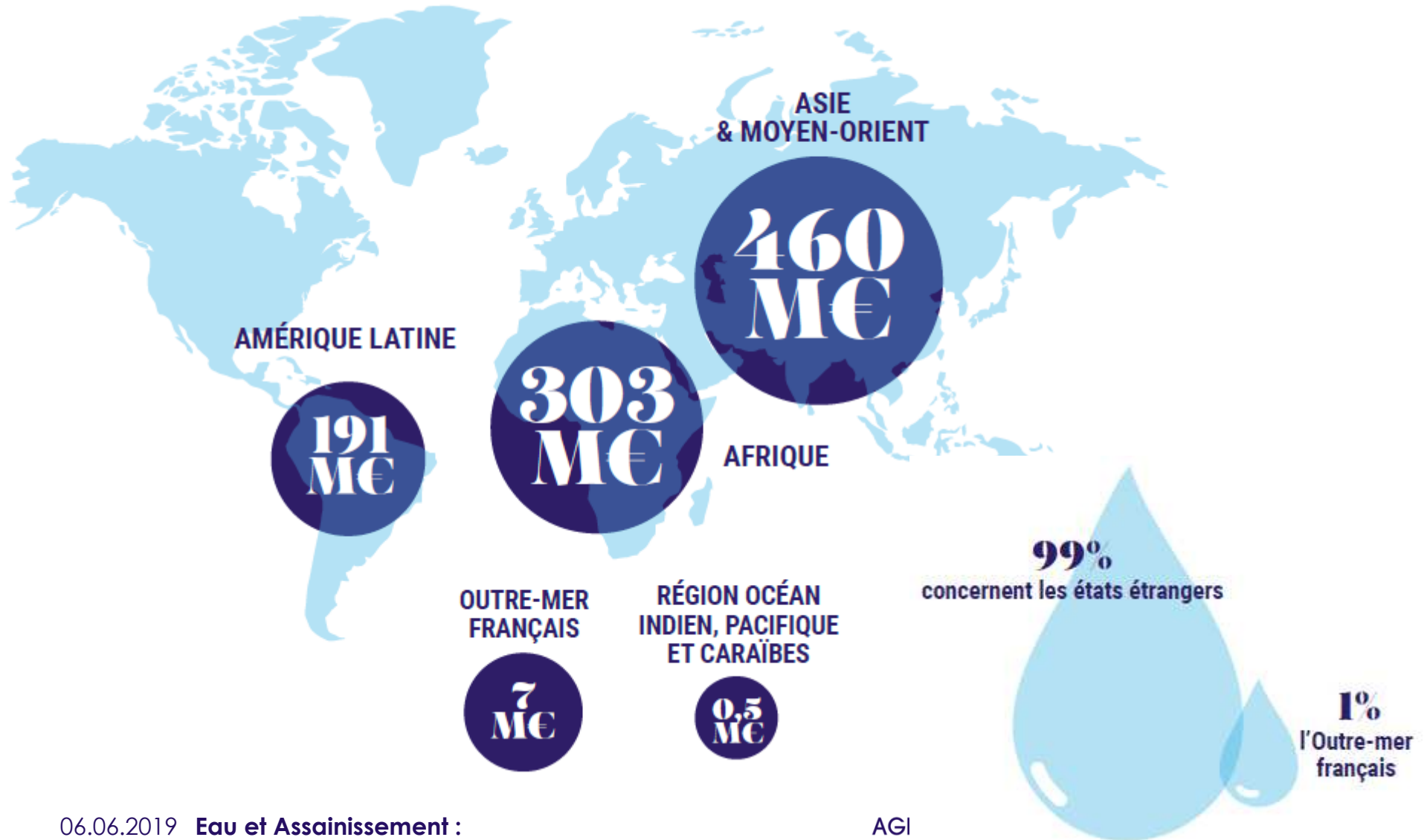


*Il faut 5 à 7 ans
pour réaliser un projet*

02.

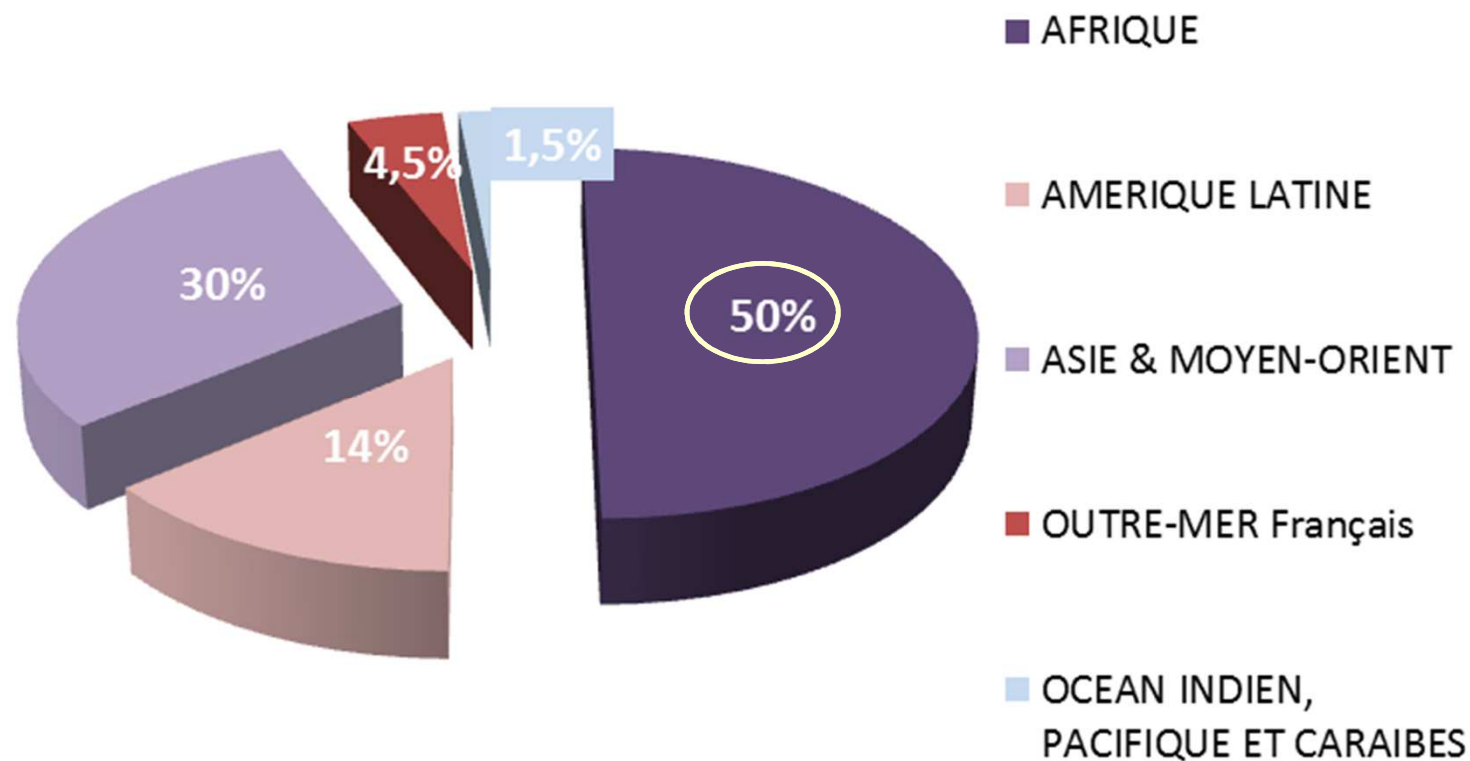
Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

B. Répartition géographique des autorisations : En 2018



02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

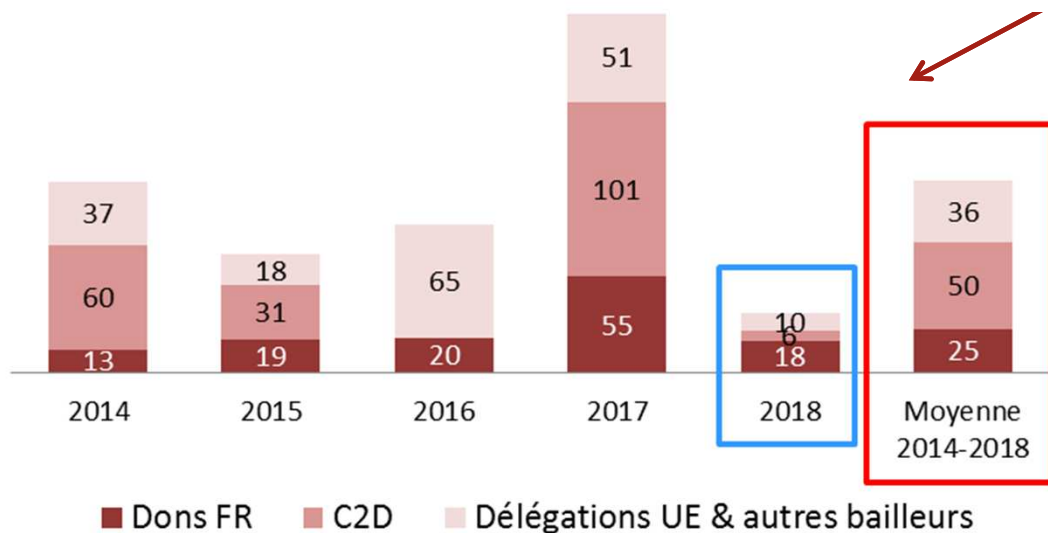
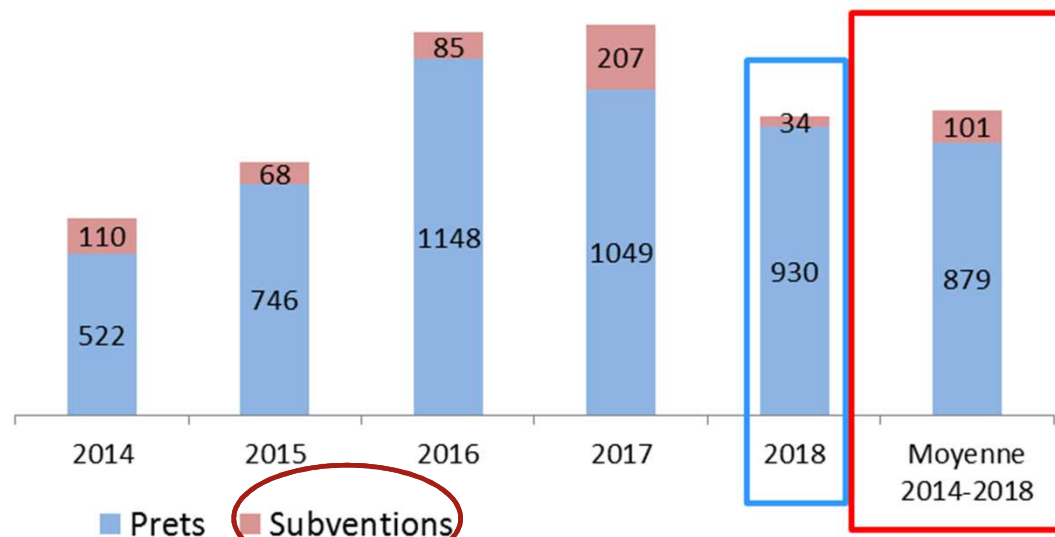
B. Répartition géographique des autorisations : Moyenne 2014-2018



02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

B. Répartition par outil financier des autorisations

- Sur 2014-2018, **90%** des autorisations d'engagement en moyenne sont des prêts
- En 2018, **930 M€ de prêts** soit **96%** des autorisations:

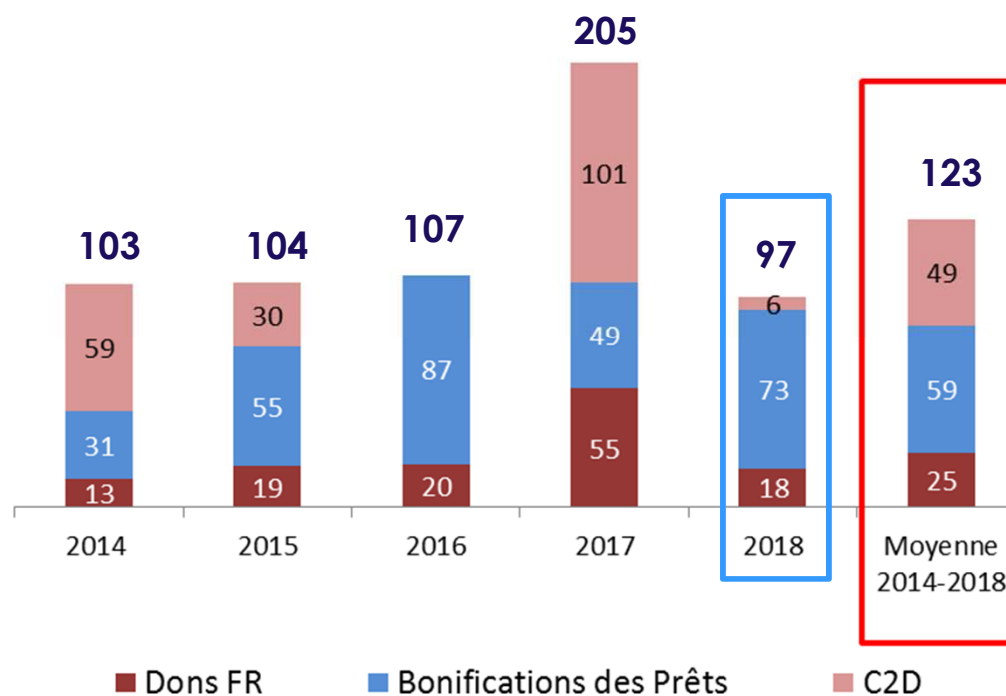


- **101 M€** de subventions en moyenne 2014-2018
- **34 M€** de subventions en 2018 (4%)

02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

B. Zoom sur l'effort financier global de la France

- En 2018, 97 M€ d'effort financier de la France dans le secteur
- Durant la période 2014-2018, 123 M€ d'effort budgétaire de la France au bénéfice du secteur, en moyenne.
- L'effort financier 2014-2018, a concerné **l'Afrique et le proche-Orient pour 82%**.

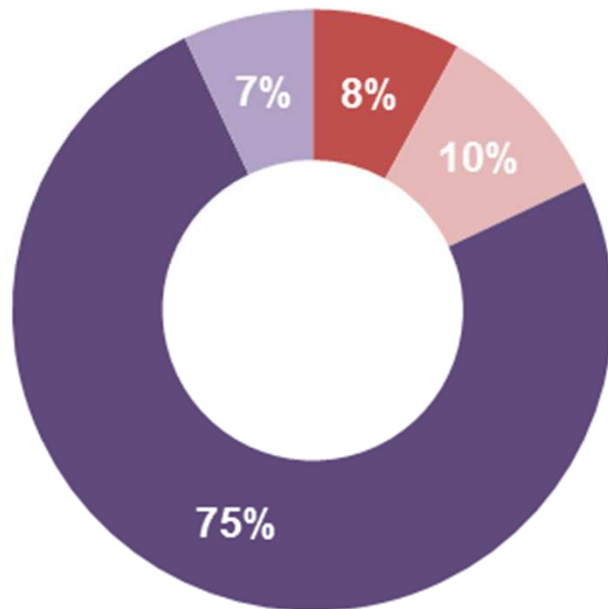


02.

Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

B. Répartition par axe stratégique des autorisations

MOYENNE 2014-2018 (EN % DES AUTORISATIONS DE FINANCEMENT)



- Appuyer la définition de cadres sectoriels clairs, efficaces et inclusifs
- Préserver la ressource dans un contexte de changement climatique
- Fournir un accès à des services performants et durables pour tous
- Gérer le risque d'inondation dans un contexte de changement climatique

02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

B. Indicateurs de suivi qualitatif des autorisations

	Cible 2014-2018	2018	Moyenne 2014-2018	
Montant des projets avec co-bénéfice climat (en Montant)	250 M€/an	629	449	✓
Part des projets avec impact positif genre (en nbre projets)	50%	70%	50%	✓
Part des projets avec composante assainissement (en montant)	30%	33%	24%	✗
Part des projets avec composante de renforcement des capacités (en nbre projets)	80%	91%	87%	✓
Part des projets avec sensibilisation à l'hygiène (en nbre projets)	50%	30%	37%	✗
Part des projets en cofinancement (en Montant)	50%	21%	45%	✗

02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

B. Résultats visés des autorisations de financement 2018

- Des indicateurs alignés sur les ODD depuis 2017:

Résultats visés

Les financements autorisés en 2018 dans les états étrangers permettront dans les prochaines années à :



4 M de personnes
de bénéficier d'un service
d'alimentation en eau potable
géré en toute sécurité.

300 000 personnes
de bénéficier d'un service
élémentaire d'alimentation
en eau potable.

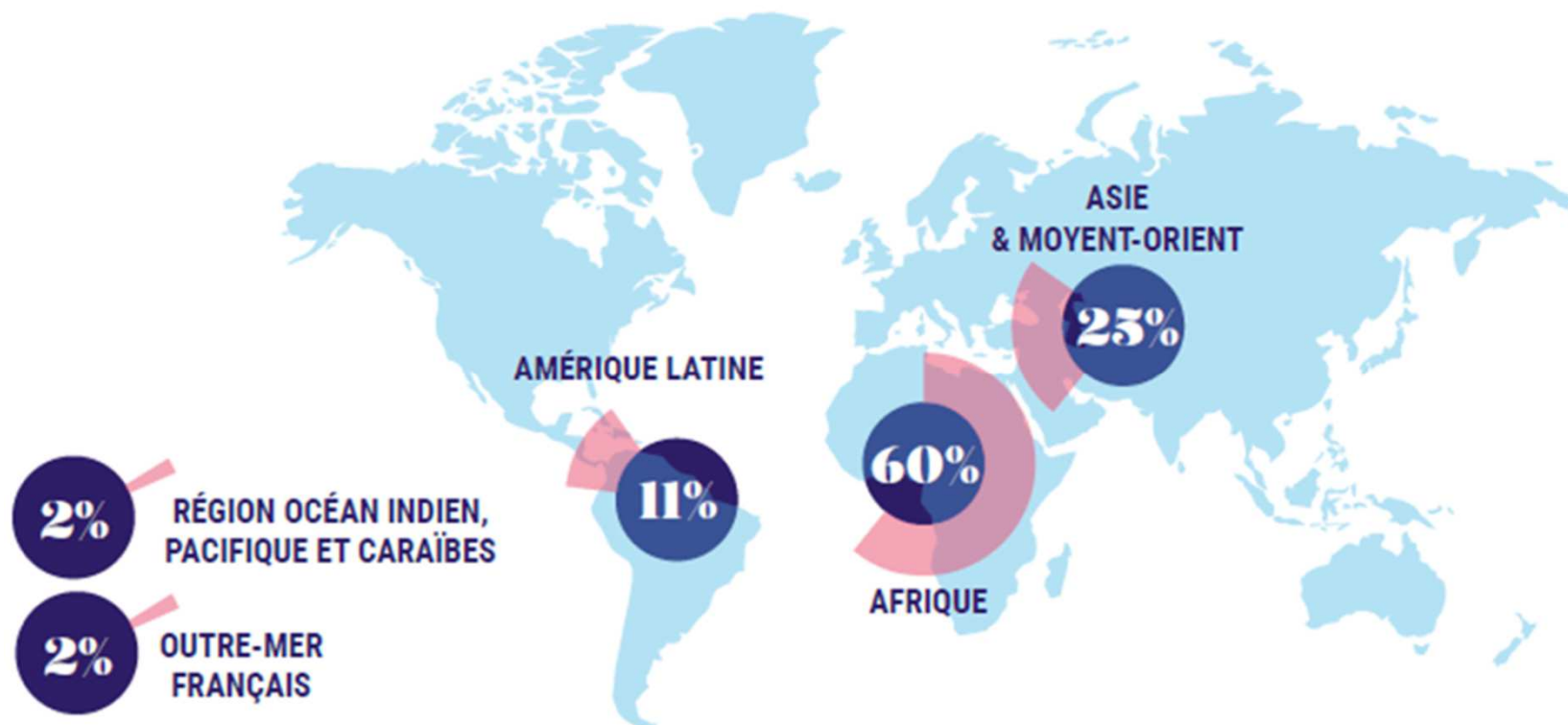


1 M de personnes
de bénéficier d'un service
d'assainissement géré en
toute sécurité.

84 000 personnes
de bénéficier d'un service
élémentaire d'assainissement.

02. Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

C. Portefeuille de projets en cours

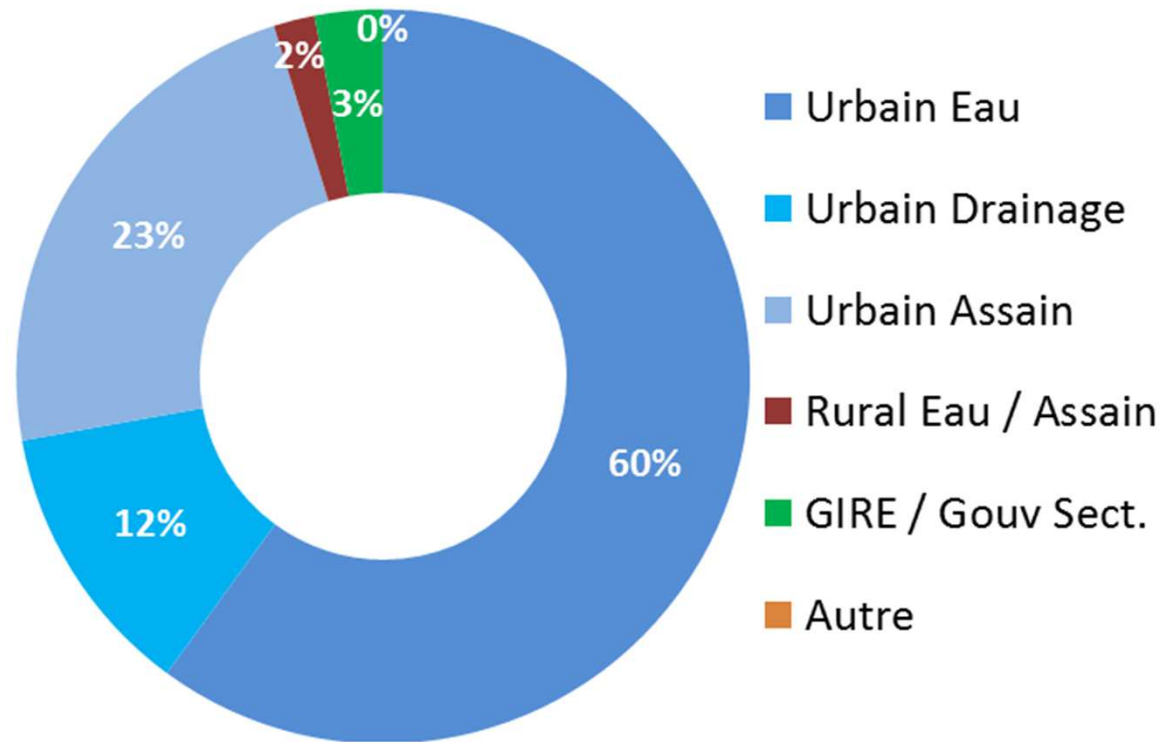


- Portefeuille de projets en exécution, au 31 12 2018:
185 projets, représentant **5,6 Mds€ de financement**, dont 4,3 Mds restant à verser

02.

Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

C. Portefeuille de projets en cours



95% du portefeuille = **zones urbaines/péri-urbaines**

(code CAD principal = systèmes à grande échelle)

Répartition par sous secteurs du portefeuille des projets en exécution, fin 2018, en montant (selon code CAD principal)

02.

Résultats 2018 et Bilan 2014-2018

C. Résultats effectifs des projets en cours d'exécution

Durant l'année 2018, les projets en cours d'exécution financés par l'AFD ont permis à :



827 000 personnes

de bénéficier d'un service
d'alimentation en eau potable
géré en toute sécurité.

230 000 personnes

de bénéficier d'un service
élémentaire d'alimentation
en eau potable.



420 000 personnes

de bénéficier d'un service
d'assainissement géré en
toute sécurité.

16 000 personnes

de bénéficier d'un service
élémentaire d'assainissement.

02. Bilan 2014-2018

D. Bilan de la production de connaissance et partenariats

- **4 accords de partenariats financiers:**
 - **Partenariat Français pour l'Eau**
 - **AssoProjection**
 - **Oieau** (GIRET/hydrologie spatiale)
 - **IRSTEA** (demande en eau/assainissement/climat)
- **Contribution à des publications et événements:**
 - **Assainissement:** guide Pseau miniégouts, mémento assainissement GRET, capitalisation FISONG, guide gestion des boues de vidanges, etc.
 - **Gouvernance:** évaluation de l'impact socio-politique de systèmes d'adduction d'eau autogérés à Kinshasa (IRS DIAL), approche par les communs de la gestion de l'eau dans les pays andins, étude sur la gouvernance du service public de l'eau au Sénégal (CNAM), etc.
 - **Inondations:** notes techniques AFD, soutien à un atelier Génie Ecologique et risques climatiques avec l'AESN et l'IDDRI, etc.



Facilité de financement des collectivités françaises - 2019

Soutenir l'action extérieure des territoires
(AECT)

Focus
eau et assainissement

#MondeEnCommun
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT



FICOL Objectifs globaux



Un outil au service des Objectifs de développement durable et de l'internationalisation des territoires



Un outil pour financer les **initiatives** des collectivités françaises, dans les pays d'intervention de l'AFD



Un outil pour accompagner les évolutions de l'AECT (diversification sectorielles et géographiques)



Une opportunité de dialogue entre les territoires et l'AFD



FICOL

Critères de sélection des projets

	Pays les moins avancés / pays pauvres prioritaires	Pays à revenu intermédiaires
Opérations éligibles	Investissement / assistance à la maîtrise d'ouvrage / Préparation de projets d'envergure / partenariat stratégique / échange d'expériences / appui à la construction de politiques publiques	Partenariat stratégique / échange d'expériences / appui à la construction de politiques publiques / préparation de projets d'envergure
Montants minimum et maximum du financement AFD	200 K€ à 1,5 M€	
Cofinancement de l'AFD	70% maximum du montant total du projet	
Critère majeur	Disponibilité d'éléments de faisabilité pour les projets d'investissement	Caractère innovant de la proposition (montage, acteurs, secteurs, etc.)
Critère d'exclusion	Risque social et environnemental important	Dépenses d'investissement



eau & assainissement : la mobilisation de dispositif « 1% solidaire » et un co-financement d'une agence de l'eau sont un plus



En zone rouge au sens du MEAE : pas de financement d'investissement

MODE OPERATOIRE

- La convention de financement est signée entre **l'AFD et la collectivité française**, responsable auprès de l'AFD de l'exécution du projet et du suivi financier
- La collectivité française peut **rétrocéder** tout ou partie de la subvention à son partenaire de coopération
- **La collectivité étrangère est maître d'ouvrage du projet et propriétaire des investissements réalisés** (le cas échéant). Les directives de **passations de marché de l'AFD** s'appliquent
- **La collectivité française peut faire intervenir des partenaires dans le projet** (agences, opérateurs, etc.).

PORTEFEUILLE (2014-2018)



51 projets en portefeuille dont 28 octroyés (15 M€)



509 K€ : le montant moyen de financement accordé

Une diversité de collectivités françaises soutenues dans leur internationalisation : tous niveaux de collectivités (régions, départements, communautés, communes, parcs régionaux, EPCI...)
20% de projets portés par des collectivités ultra-marines

Des collectivités bénéficiaires **de tout échelon** situées en **Afrique**, Asie, Amérique Latine, Caraïbes et dans le Pacifique

- des **services essentiels** soutenus : eau, déchets, énergie, transport
- des actions en faveur de la **gouvernance** et du **développement éco. local** comme de la **lutte contre le changement climatique**

ET L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT ?

➤ **4 projets** pour **2,3M€** octroyés dont 3 co-financés par une agence de l'eau

➤ **540 K€** : le montant moyen de financement accordé

Département de Seine-Saint - Denis- Comores

Projet d'assainissement par filtre planté végétal de l'hôpital de Mitsamiouli

Département de l'Ardèche – Département de Matam (Sénégal)

Appui au développement hydraulique du département de Matam

Toulouse Métropole – Ville de Ramallah (Palestine)

Projet d'appui à l'élimination et valorisations des boues d'assainissement

Département de Meurthe et Moselle – collectivités équatoriennes

Reconstruction et amélioration des systèmes d'adduction et de distribution en eau potable

➤ **7 projets** en instruction dont 4 avec un co-financement agence de l'eau

➤ **6 nouveaux projets** déposés à la première date 2019

VOS INTERLOCUTEURS

Diane Le ROUX :

Bretagne, Ile de France, Mayotte, Pays de Loire, Réunion

Jean-Michel ZABIEGALA :

Grand Est, Guadeloupe, Haut de France, Normandie, Martinique

Catherine SIMO:

Auvergne-Rhône-Alpes, Corse, Nouvelle Calédonie, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur

Emilien AMBLAT :

Bourgogne Franche Comté, Centre Val-de-Loire, Guyane, Nouvelle Aquitaine, Polynésie



En savoir plus sur la FICOL :

<https://www.afd.fr/fr/la-ficol-un-tremplin-pour-laction-exterieure-des-territoires-francais>



Dispositif Initiatives-OSC

FOCUS

eau et assainissement

1. Le dispositif I-OSC

- **Structures éligibles: les OSC françaises (en partenariat avec des OSC locales)**
 - Associations Loi 1901
 - Fondations françaises reconnues d'utilité publique
 - Syndicats
- **Principes d'intervention propres**
 - **Droit d'initiative des OSC** : Respect de la spécificité et de la diversité des OSC, indépendance des OSC dans le choix de leurs thématiques et pays d'intervention
 - **Partenariat entre l'OSC française cofinancée et les OSC locales**
 - Cofinancement des projets par divers bailleurs, dont les collectivités locales françaises et les agences de l'eau. Taux AFD à 50 ou 60%.

1. Le dispositif I-OSC

- Une enveloppe en progression : 76M€ en 2017; 84M€ en 2018; 92M€ prév. en 2019
- Différents types d'interventions et d'outils:
 - Outils:
 - Projets monopays, multipays,
 - Conventions programmes,
 - Conventions de partenariats pluriannuelles,
 - Programme Concerté Pluri-Acteurs.
 - Types d'intervention et cibles :
 - Interventions de terrain : 80 % des crédits
 - Interventions d'intérêt général : 20% des crédits
 - ✓ Education au développement (EAD)
 - ✓ Structuration du milieu associatif (SMA)

1. Le dispositif I-OSC

Pays les plus soutenus	Octrois cumulés € 2017	Pays les plus soutenus	Octrois cumulés € 2018
Haïti	7 974 851	Madagascar	7 591 454
Burkina Faso	4 360 742	Burkina Faso	6 877 100
Maroc	3 246 013	Mali	4 098 060
Sénégal	2 959 142	Sénégal	3 395 685
Madagascar	2 716 189	Maroc	3 234 047
Côte d'Ivoire	2 564 533	Haïti	3 066 252
Mali	2 291 151	Côte d'Ivoire	2 629 034
Mozambique	1 824 235	Cameroun	2 535 925
Togo	1 709 481	Tchad	2 400 648
Guinée	1 690 542	Togo	2 381 980

1. Le dispositif I-OSC

Ventilation des projets par secteur (2014-2018)

Secteurs	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne 2014-2018
Intérêt général (EAD et SMA)	18%	13%	27%	14%	13%	17%
Santé et lutte contre le sida	22%	14%	10%	18%	25%	18%
Agriculture et sécurité alimentaire	8%	20%	17%	17%	27%	18%
Gouvernance, droits de l'homme et secteurs sociaux	23%	20%	21%	14%	15%	19%
Education et formation professionnelle	14%	13%	9%	12%	7%	11%
Secteur productif	3%	10%	4%	9%	3%	6%
Eau, hygiène et assainissement	9%	1%	3%	8%	1%	4%
Environnement, ressources naturelles, climat	3%	9%	5%	8%	9%	7%
Post-crise multisecteurs			4%			1%
Infrastructures, développement urbain	0%	0%	0%	0%	0%	0%

2. Cofinancements E&A

A ce jour

- 18 projets avec composantes E&A
- Cofi AFD: 14,7M€ - Budgets totaux cumulés: 29,7M€

Sur le secteur:

- Un nombre de projets ciblant l'E&A limité
- Des projets d'ampleur limités (peu de convention-programmes)
- Des composantes E&A dans d'autres projets qui sont difficiles à comptabiliser même si pertinence de la logique d'intervention multisectorielle
- Un enjeu à aller vers des projets plus « innovants » ?

2. Cofinancements E&A

- **Une contribution significative à la structuration du milieu associatif et aux capacités de plaidoyer du secteur**

- **pS-Eau**

Appui à un nouveau triennal à partir de 2019

Cofinancement de l'AFD de 1,9M€ pour trois ans

Points clés: accompagnement acteurs CDNG - réseaux pays – 1% - Elus de l'eau

- **Coalition Eau**

Renouvellement en 2018 pour un cofinancement de 576 600€

Points clés: suivi ODD 6 ; climat ; droit à l'eau en France; échange d'expertise; sensibilisation / information



REMERCIEMENTS

afd.fr

#MondeEnCommun
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT